

Parlons un peu de cinéma d'animation

L'invité

Raphaël Haab
Etudiant en cinéma
d'animation à Lucerne



Je me permets ici de réagir à l'article paru le 20 juin dans la *Tribune de Genève* sous le titre de «Le film d'animation, une fragile poule aux œufs d'or». Je me réjouis particulièrement que le sujet soit évoqué, étant moi-même, bien qu'originaire de Genève, étudiant en cinéma d'animation, niveau Bachelor à la Hochschule Luzern.

A ce sujet, il me semble a priori difficile de comparer de grandes productions états-uniennes de films d'animation aux productions européennes, sans évoquer sur quels moyens financiers ces productions reposent. En Europe, le cinéma, en particulier celui d'animation, semble plus dépendant de subventions ou d'aides à la production. A l'inverse, aux Etats-Unis la taille du marché cinématographique lui a valu un développement plus libéral. Aussi, lorsque, comme dans l'article précité, l'on met en avant que la France ou la Belgique ont tiré leur épingle du jeu, il convient d'expliquer pourquoi.

Outre l'importance culturelle que l'animation possède dans ces pays, ceux-ci ont également mis à disposition des moyens légaux et financiers, afin d'attirer ces productions sur leurs territoires. Ainsi, la Belgique par exemple s'est fait connaître, entre autres, par un système de crédit d'impôts pour le cinéma (le «tax shelter»).

En Suisse, nous avons également un système de subventions fédérales via l'Office fédéral de la culture, ainsi que divers systèmes cantonaux (Fondation romande pour le cinéma pour la

Romandie, etc.) ou privés. A cela s'ajoute, comme dans beaucoup de pays européens, l'obligation de notre télévision de service public de soutenir la production cinématographique. En Suisse, cela se fait via le pacte de l'audiovisuel de la SRG/SSR (doté d'un crédit de 700 000 fr. pour l'animation suisse).

«Le cinéma d'animation est dépendant d'un coup de pouce de départ au niveau politique»

Vu l'étroitesse du marché suisse, et le manque d'expérience de grosses productions, la Suisse a sans doute également beaucoup à gagner dans les coproductions avec l'Europe. Elle semble malheureusement avoir perdu une partie de son réseau et le soutien à la diffusion en salle, depuis la fameuse votation du 9 février et l'éviction du programme média Europe (bien que le programme suisse de compensation a peut-être apporté de nouvelles opportunités aux productions suisses, dorénavant non-soumises à la concurrence européenne). J'aurais particulièrement apprécié en tant que lecteur que la parole soit donnée à ces institutions dans l'article en question.

Car finalement, l'avenir du cinéma, et en particulier du cinéma d'animation est, dans le contexte médiatique actuel, aussi dépendant d'un coup de pouce de départ au niveau politique. Un départ qui se fera sans doute payant par la suite, car il s'agit d'un médium qui pourrait avoir un avenir très prometteur dans notre monde digitalisé...